



# Syndicat Unitaire des Personnels des Administrations Parisiennes

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

## Solidarité avec le peuple palestinien, et la Ville de Paris ?

En 15 mois, la guerre à Gaza a déjà fait plus de 46 000 morts (dont 15 000 enfants), 10 000 disparus et 110 000 blessés.

Ce sont plus de 7% de la population (et près de 70% sont des enfants, des femmes ou des personnes âgées) qui ont été tués ou blessés/mutilés.

Il y avait 2,3 millions d'habitants à Gaza avant cette guerre.

À l'échelle de la France (68 millions d'habitants) 7% c'est comme si 4,7 millions de personnes avaient été tués ou blessés en 15 mois.

Cette guerre s'accompagne de crimes dénoncés par des organismes internationaux comme des associations internationales de défense des droits humains : bombardements incessants de zones civiles densément peuplées, déplacements forcés de la population, destruction systématique des habitations, des écoles, des infrastructures notamment de santé (Gaza n'est plus qu'un champ de ruines), aide humanitaire empêchée (nourriture, eau, médicaments), plusieurs centaines de travailleurs humanitaires ou de journalistes assassinés, arrestations massives par l'armée avec mise au secret et actes de torture...

Comme de plus en plus d'associations, Amnesty International parle même de génocide au regard de plusieurs critères définis par la Convention internationale de 1948.

<https://www.amnesty.fr/actualites/rapport-genocide-palestiniens-gaza-commis-par-etat-israel>

La guerre en Palestine n'a pas commencé le 7 octobre 2023 après le massacre commis par le Hamas (près de 1 200 morts dont plus de 800 civils).

Elle fait suite à un processus de plus de 70 ans de colonisation, de privation des droits et d'oppression des Palestiniens.

Ces dernières années la colonisation et les expulsions violentes de familles palestiniennes dans les territoires occupés (Jérusalem Est et Cisjordanie) n'ont fait que s'amplifier. Gaza est sous blocus, presque personne ne peut en sortir depuis plus de 15 ans.

Il n'y aura aucune paix durable pour les peuples de la région sans justice, sans respect du droit international, celui du droit du peuple palestinien à un État souverain.

Avec les syndicats de la FSU, le SUPAP dénonce l'amalgame entre la critique légitime de la guerre coloniale du gouvernement israélien et l'antisémitisme. Cet amalgame ignoble vise à faire taire la solidarité avec le peuple palestinien.

Avec de nombreux syndicats, associations et partis de gauche du « Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens », le SUPAP demande un cessez le feu immédiat dans tous les territoires palestiniens.

Les pays occidentaux doivent cesser de livrer des armes au gouvernement israélien d'extrême-droite.

Le gouvernement français doit reconnaître l'État palestinien et prendre des sanctions économiques et diplomatiques tant que le droit humanitaire et le droit international ne seront pas respectés.

Alors que depuis plus d'un an devant l'Hôtel de Ville, la municipalité affiche la demande de libération des otages israéliens, l'exécutif doit aussi témoigner de sa solidarité avec la population de Gaza et ses terribles souffrances et demander un cessez le feu immédiat.